

BORD DE GOUFFRE

A la conférence sur la sécurité régionale qui s'est ouverte le lundi 3 Juin à Almaty au Kazakhstan, le Président Wladimir Poutine a annoncé que l'Inde et le Pakistan avaient décidé de régler par des voies pacifiques, le différend qui les oppose à propos du Cachemire. L'annonce a été accueillie avec soulagement dans les capitales occidentale car elle met fin aux angoisses qu'avaient fait naître les déclarations belliqueuses des deux pays et leurs menaces déguisées d'utiliser, s'il le fallait l'arme nucléaire.

Personne ne veut croire que le conflit du Cachemire qui oppose les deux puissances nucléaires, Inde et Pakistan, depuis la partition de l'Empire des Indes en 1947, puisse être à l'origine d'une nouvelle guerre qui prendrait une envergure planétaire.

Les menaces réciproques proférées par le Premier Ministre Pakistanais Pervez Musharraf et le Premier Ministre Indien Atal Bihari Vajpayee, ne laissent hélas aucune illusion sur leur degré d'irresponsabilité, mis en évidence non seulement par des déclarations belliqueuses mais aussi par des préparatifs de guerre sans équivoque.

On a pu croire un instant que la situation tendue pouvait s'apaiser, lorsqu'on a constaté que les essais couronnés de succès du missile pakistanais Ghauri n'avaient manifestement pas ému les dirigeants indiens, tandis que le Premier pakistanais amorçait, du moins verbalement, une désescalade en affirmant dans une interview que les infiltrations de militants islamistes dans la partie indienne du Cachemire, avaient cessé.

Trente ans de blocage

La partition du Cachemire, organisée après le cessez le feu, signé sous l'égide des Nations Unies le 1er Janvier 1949, a toujours été remise en cause par les deux parties. En 1965, le Pakistan, misant sur l'affaiblissement de l'Inde après sa défaite de 1962 contre la Chine, avait tenté de résoudre par la force la question du Cachemire. L'accord de Tachkent, signé en 1966 sous les auspices de l'URSS, avait laissé le problème entier. Quant au troisième conflit en 1971, dominé par l'accession du Bangladesh à l'indépendance, il s'était terminé en 1972 par l'accord de Simla qui traitait en priorité de la question du Cachemire. Un progrès de méthode était cependant enregistré, puisque les deux premiers ministres, Zelfikar Ali Bhutto pour le Pakistan et Indira Gandhi pour l'Inde, s'étaient engagés à régler le problème par des voies non militaires. Trente ans plus tard, on assiste aux mêmes démonstrations de force, aux mêmes tirs plus ou moins symboliques par-dessus la ligne frontière, aux mêmes rodomontades des dirigeants politiques.

La prise en compte des principaux intéressés, les Cachemiris eux-mêmes, les intérêts de la Chine dans la région et aujourd'hui, la dispersion des militants d'Al Qaeda, dont on a tout lieu de croire qu'ils ont essaimé sur le territoire cachemiri contrôlé par le Pakistan, tous ces éléments démontrent la complexité d'une situation devenue "de bord de gouffre".

Depuis plusieurs semaines, on s'envoie de part et d'autre, des signaux d'avertissement. C'est le Premier Ministre indien qui, à moins de 20 kilomètres de la frontière vient inciter ses troupes à se préparer au sacrifice. Quant à Pervez Musharraf, au cours d'une brève escale, le 2 Juin au Tadjikistan, il s'est borné à déclarer: " j'ai proposé à plusieurs reprises au Premier Ministre Vajpayee de le rencontrer, mais il ne le souhaite pas, il n'y a donc pas lieu de soulever cette question une fois de plus"

Les Etats-Unis, dernier recours

Au cours de la conférence de sécurité régionale qui s'est ouverte le 3 Juin à Almaty au Kazakhstan, il était exclu qu'une rencontre puisse avoir lieu. Cependant, le

président russe Wladimir Poutine et le président chinois Jiang Xemin, devaient tenter de briser l'impasse au cours d'entretiens séparés qui ont débouché sur l'annonce d'un recul de l'escalade du moins pour ce qui concerne l'utilisation de l'arme nucléaire. De leur côté, les Etats-Unis ne sont pas en reste pour désamorcer la crise. Donald Rumsfeld, le secrétaire d'état à la défense a fait le voyage d'Islamabad tandis que le sous-secrétaire Richard Armitage s'est rendu à New Delhi.

Pour les observateurs, il ne fait aucun doute que la médiation américaine est la seule à avoir une chance d'aboutir à un règlement même provisoire. En effet, l'Inde justifie sa position sur le Cachemire en se réclamant de la doctrine Bush pour se défendre contre le terrorisme dont les bases seraient installées dans la partie pakistanaise. Le Pakistan est aujourd'hui tenu d'honorer les promesses faites, sous peine de se voir considérer comme complice des terroristes.

Et la menace d'utilisation de l'arme nucléaire ?

Elle demeure malgré tout, suspendue au dessus de nos têtes, non plus comme une dissuasion du faible au fort, mais comme l'instrument d'une politique de la terre brûlée aux mains d'irresponsables.

Géopolitis

www.geopolitis.net